



Cinq ans après le Brexit, quel bilan pour le Royaume-Uni ? Olivier Morel, avocat et conseiller du commerce extérieur, livre son analyse de la stratégie « Global Britain » post-Brexit lors du débat organisé par La Fabrique de l'Exportation, entre coûts économiques réels et nouvelles priorités du gouvernement travailliste.

Genèse et objectifs du Brexit

L'une des idées maîtresses derrière le Brexit était de redéfinir la position du Royaume-Uni sur la scène mondiale. Les partisans du Brexit souhaitaient libérer le pays des contraintes imposées par l'Union européenne, notamment en matière de politique commerciale. L'ambition était de permettre au Royaume-Uni de renouer avec une influence globale en forgeant de nouveaux partenariats commerciaux, notamment avec les États-Unis et la Chine, et de retrouver une souveraineté commerciale pleine et entière, perçue comme entravée par l'appartenance à l'UE.

Contexte politique et économique actuel

Plusieurs éléments clés façonnent le contexte actuel. Un nouveau gouvernement travailliste, en place depuis juillet 2024, pourrait infléchir la politique commerciale du pays. L'économie est redevenue une préoccupation centrale, influençant le comportement électoral, les électeurs votant en fonction de leur perception de la situation économique. Le Parti travailliste reste par ailleurs divisé sur la question européenne, ce qui explique sa prudence et sa réticence à aborder le sujet du Brexit, devenu une véritable « cryptonite politique » pour le parti. Un sondage récent révèle d'ailleurs qu'une majorité de Britanniques souhaite une relation plus étroite avec l'Union

européenne, près de 50 % des personnes interrogées se disant favorables à un rapprochement avec l'UE.

France, Royaume-Uni et Union européenne : les relations commerciales en chiffres

Les liens commerciaux entre la France, le Royaume-Uni et l'Union européenne restent considérables. Le commerce bilatéral franco-britannique s'élève à plus de 120 milliards d'euros en 2023, en croissance par rapport à l'année précédente. L'Union européenne demeure le premier partenaire commercial du Royaume-Uni, représentant 41 % de ses exportations et 47 % de ses importations. Le Royaume-Uni reste par ailleurs un exportateur important de services, un secteur pourtant étonnamment négligé dans l'accord commercial post-Brexit conclu avec l'UE.

Coûts et bénéfices du Brexit : une évaluation

Il est essentiel d'examiner les coûts et les bénéfices du Brexit avec du recul. Le Royaume-Uni a dû renégocier des accords commerciaux avec des pays avec lesquels l'Union européenne avait déjà établi des partenariats. Les bénéfices potentiels de nouveaux accords de libre-échange, comme le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership), sont jugés négligeables : les gains liés à l'adhésion au CPTPP sont estimés à seulement 0,087 % de croissance du PIB. Le Center for European Reform estime, de son côté, que le coût du Brexit s'élève à environ 23 milliards de livres sterling d'exportations de biens et services par trimestre, soit une réduction de 4 à 5 % du PIB, tandis que l'Office for Budget Responsibility a constaté une baisse de la productivité de l'ordre de 4 %. Le Brexit a par ailleurs entraîné une perte d'influence sur la scène internationale et une saturation des ressources du secteur public, qui a consacré au projet Brexit une énergie qu'il ne pouvait pas diriger vers les autres grands défis du pays.

La stratégie commerciale du futur gouvernement travailliste

Dans la perspective d'un changement de gouvernement, le Parti travailliste prévoit une révision de la politique commerciale britannique, articulée autour de quatre axes majeurs : remettre le libre-échange au centre des priorités, en adoptant une approche pragmatique et en revenant aux fondamentaux ; entretenir des relations équilibrées avec les trois principaux partenaires que sont les États-Unis, la Chine et l'Union européenne ; miser sur les services, en tirant parti de l'avantage comparatif du Royaume-Uni dans ce domaine, un accord récent avec la Suisse axé sur les services financiers pouvant servir de modèle ; et revoir et améliorer la relation avec l'Union européenne, en commençant par renforcer la coopération militaire, les accords de Lancaster House, qui encadrent la coopération franco-britannique dans ce domaine crucial à l'heure de la guerre en Ukraine, pouvant être réactivés et modernisés.

Les relations avec les États-Unis et la Chine : perspectives

Les relations du Royaume-Uni avec les États-Unis et la Chine restent complexes et en constante évolution. La « relation spéciale » avec les États-Unis est davantage ancrée dans l'imaginaire collectif britannique que dans les réalités commerciales : l'élection de Donald Trump pourrait donc ne pas transformer fondamentalement la relation bilatérale, même si le Royaume-Uni sera très certainement impacté par la nouvelle administration américaine, notamment dans sa posture à l'égard de la Chine. Le Royaume-Uni cherche par ailleurs activement à relancer ses relations avec la Chine, notamment dans le domaine financier, comme en témoigne la visite récente de la chancelière de l'Échiquier à Pékin.

Malgré le Brexit, des personnalités politiques britanniques, jusque dans les rangs du Parti conservateur, reconnaissent aujourd'hui les erreurs passées et la nécessité de trouver un terrain d'entente avec l'UE. Pour relever les défis posés par la Chine et les États-Unis, il apparaît nécessaire que le Royaume-Uni et l'Union européenne parviennent à s'entendre : une collaboration accrue dans des domaines tels que la mobilité des travailleurs et la coopération énergétique serait mutuellement bénéfique.